



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 3, numéro 6

Janvier-Juin 2020

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

CONFLITS MEMORIELS AU CŒUR DU REFROIDISSEMENT DES RELATIONS DIPLOMATIQUES NIPPO-COREENNES

Rigobert KABWITA KABOLO IKO

Professeur d'Universités, Directeur Général de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes
Stratégique/Kinshasa-RDC

kabwita.ki@irges.org

RESUME

La libération nationale de la Corée a marqué un point de rupture profond dans ses relations extérieures : la déconnexion brutale avec le Japon a été très rapidement remplacée par le processus d'intégration dans la zone d'influence des Etats-Unis. Rappelons ici un biais épistémologique selon lequel l'Etat dépendant ne serait qu'un Etat « fantôme » qui aurait pour fonction unique de servir les intérêts de l'Etat dominant. La Corée a défini une politique étrangère sur l'indépendance économique et diplomatique vis-à-vis du Japon. Mais il est évident que ce discours est trompeur dans la mesure où il occulte la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Malgré tout, nous pouvons dire que le soi-disant « défi japonais » qui, avec le « défi nord-coréen », est considérée comme une grande impulsion pour l'industrialisation coréenne, était visible bien avant le démarrage effectif de cette dernière. Dans une certaine époque, la politique étrangère coréenne s'obstinait au rétablissement des relations entre la Corée et le Japon. Il est hors de question pour le peuple coréen d'oublier l'expérience amère de la colonisation. Longtemps reclus aux rôles de faire valoir, ne serait-il pas en train de prendre sa revanche sur son histoire spoliée par, tour à tour, la colonisation et la guerre de Corée, la domination étrangère, etc. Cet article élucide le processus qui a caractérisé l'émergence de la Corée et le conditionnement de son devenir. Nous tentons de ressortir du placard les luttes immenses que le peuple Corée a menées depuis des lustres.

Mots-clés : *Conflits mémoriels, refroidissement relations diplomatiques, Corée du Sud, Japon.*

ABSTRACT

Korea's national liberation marked a deep breaking point in its foreign relations: the abrupt disconnection with Japan was very quickly replaced by the process of integration into the United States's zone of influence. Let us recall here an epistemological bias according to which the dependent state is only a "puppet" state whose sole function is to serve the interests of the dominant state. Korea has defined a foreign policy on economic independence and diplomatic vis-à-vis Japan. But it is obvious that this discourse is misleading insofar as it obscures the dependence on the United States. Even so, we can say that the so-called "Japanese challenge" which, along with the "North Korean challenge" is seen as a great impetus for Korean industrialization, was visible long before the effective start of the latter. One time, Korean foreign policy persisted in restoration of relations between Korea and Japan. It is out of the question for the Korean people to forget the bitter experience of colonization. Long recluse in roles to argue, would it not be taking revenge on its history plundered by, in turn, colonization and the Korean War, foreign domination, etc. This article elucidates the process that characterized the emergence of Korea and the conditioning of its future. We are trying to bring out of the closet the immense struggles that the Korean people have waged for ages.

Keybord : memory conflicts, cooling of diplomatic relations, Korea, Japan.

INTRODUCTION

Meurtri par une histoire douloureuse, le peuple coréen s'émancipera lorsqu'un mince filet d'eau lui a été réservé par les joutes diplomatiques et économiques de sa gouvernance responsable et volontariste. Sortir de la tyrannie d'une histoire cousue par en haut, et qui a laissé choir toute la substance de la dignité nationale, est devenu pour l'establishment coréen le leitmotiv de la rédemption nationale. Aujourd'hui, diplomatiquement, la Corée du Sud a, dans sa gibecière, pleins d'arguments géopolitiques et géoéconomiques qui l'entraînent à négocier pied à pied avec tous les grands Etats de la région.

Si le traité d'annexion de 1910 faisait de la Corée une partie intégrante de l'Empire japonais, la péninsule va être soumise de fait à un

régime colonial impitoyable qui trouve ses racines dans un passé lointain puisque les premiers documents historiques japonais, contemporains du VIII^e siècle, manifestent le plus grand mépris pour des voisins considérés comme des « barbares ». Historien de la Corée, André Fabre (Histoire de la Corée, Éditions de l'Asiathèque) constate donc « qu'une fois totalement maîtres de la Corée, les Japonais firent tous les efforts nécessaires pour l'exploiter au maximum, la priver de son âme et en faire une loyale province d'outre-mer de Sa Majesté l'Empereur du Japon ».

La vision du Japon qu'avaient la Corée et les États-Unis était tellement opposée que l'on comprend pourquoi l'État américain a laissé le régime Rhee s'effondrer lors de la révolution d'avril en 1960. Pour mieux appréhender la vision américaine, il faut rappeler que la stratégie des États-Unis vis-à-vis de la Corée n'est pas en soi une stratégie indépendante, mais fait partie d'une stratégie plus globale à l'égard de l'ensemble de la région de l'Asie de l'Est. Dans cette stratégie régionale, la Corée n'est qu'un bastion militaire où les États-Unis jouissaient d'une grande liberté pour stationner leurs troupes, installer des armes nucléaires et effectuer des exercices militaires de grande envergure. Par contre, le Japon, devenu pays partenaire inférieur dans la gestion américaine de cette zone, dût partager la charge qui pesait sur les États-Unis de plus en plus lourdement vers la moitié des années 1950.

Comme il était impossible d'imaginer une coopération militaire entre la Corée et le Japon, la conception de la coopération régionale restait d'ordre économique : les États-Unis voulaient construire une zone régionale, qui resterait sous influence américaine, où le Japon occuperait le centre avec, à sa périphérie, les autres États de cette zone, notamment la Corée, et où une division internationale du travail (DIT) s'installerait. Ce qui est bien résumé dans l'expression de « stratégie de double hégémonie » pour cette région.

La réalisation de cette conception économique, tout comme celle de la conception stratégique, exigeait comme condition préalable la normalisation des relations entre la Corée et le Japon. Mais elle n'a pas pu être remplie à cause de l'attitude inébranlable du Président Rhee contre le Japon : il a fait échouer toutes les conférences avec les japonais tenues de

façon forcée par les Américains, et a même ordonné une interdiction de commercer avec le Japon.

La politique étrangère coréenne mettait et continue de mettre l'accent sur l'indépendance politique et économique vis-à-vis du Japon. Mais il est vrai que cette orientation diplomatique est trompeuse dans la mesure où il occulte la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. La Corée a toujours mal digérée les tentatives américaines permettant au Japon de jouer un rôle plus important. Car, la montée en puissance du Japon dans la région exigeait comme condition sine qua non la normalisation des relations entre la Corée et le Japon.

I. JEUX ET ENJEUX DE LA DIPLOMATIE ANTI-NIPPONNE

La position anti-nippone de la politique étrangère coréenne semble insoutenable pour les américains. Ils jugent les coréens ni assez stables ni assez forts pour pouvoir remplir la tâche demandée. Pour éviter de croire en une omnipotence de la logique du pays hégémonique, il importe de saisir une concordance d'intérêts entre les trois partenaires. A ce propos, il faut préciser le changement intervenu dans les situations internes de la Corée et du Japon. Le Japon qui a connu un développement économique rapide pour partie grâce à la guerre de Corée, voulait et devait trouver des débouchés étrangers pour son surcapital, manifesté par l'accumulation de ses excédents externes qui augmentait l'importance de la liquidité interne.

Ainsi, on peut constater que la normalisation des relations entre la Corée et le Japon a pu être réalisée à un moment donné : lorsque la logique propre à chacun de ces trois pays s'est accommodé des logiques des autres. Si la Corée du Sud a pu surmonter les handicaps cumulés de l'histoire et de la géographie, elle le doit à la singularité de sa culture. Elle n'est ni une île comme le Japon, ni un empire comme la Chine.

Elle n'est qu'une minuscule presqu'île de l'immense continent asiatique où, selon les archéologues, vers 5000 ans avant notre ère, des tribus mongoles nomades se sont réfugiées et sédentarisées. Le Coréen d'aujourd'hui en a hérité un goût de la mobilité, un attrait pour le nouveau,

une projection spontanée vers l'avenir, bref, une culture très différente de celle, liée à la terre, qui caractérise ses voisins chinois et, à un moindre titre, japonais.

Les prétentions de Séoul en matière de politique étrangère portent désormais le pays vers une plus grande indépendance. La volonté traditionnelle de rechercher un équilibre stratégique entre la Chine et le Japon n'est donc pas absente des préoccupations de Séoul. De telles pratiques ont déplacé les conflits diplomatiques « traditionnels » entre le Japon et la Corée du Sud du plan politique sur le plan commercial, ce qui pourrait à l'avenir être la norme dans les relations entre les deux pays. En ce sens, les mésententes actuelles se détachent des précédentes et l'issue semble plus complexe.

Au vu des enjeux dans la région, un apaisement rapide est nécessaire. Ainsi, les menaces sécuritaires que représentent la Corée du Nord et la Chine pourraient permettre aux deux pays de se rapprocher et de mettre un terme à cette « guerre commerciale ». Toutefois, tant que les griefs historiques n'auront pas été résolus, la situation ne pourra guère évoluer dans un sens positif et ce genre de situation devrait être appelé à se reproduire à intervalle régulier.

L'essor et le déclin impressionnants des relations Nipponno-coréennes depuis la normalisation illustrent bien le côté fragile et superficiel de l'« amitié » qui lie les deux pays. La méfiance profonde qui a caractérisé leurs relations, même lorsque celles-ci semblaient harmonieuses, est illustrée par l'absence de coopération stratégique substantielle en dépit des nombreux facteurs qui devraient au contraire les rapprocher : forte interdépendance économique, menace commune pendant la guerre froide et nombreux intérêts géopolitiques communs depuis la chute de l'URSS. En l'absence d'un partenariat actif et structuré permettant de renforcer la confiance bilatérale, les deux pays ont choisi de se diriger vers une rivalité toujours plus marquée.

Rappelons toutefois que les bouleversements internationaux provoqués par la fin de la guerre froide ne se traduisirent pas par une détérioration visible des relations sino-japonaises avant le milieu des années 1990, c'est-à-dire bien avant que la Chine ne commençât à représenter une

véritable menace économique ou militaire pour le Japon. Notons également que le changement dans le rapport de force entre les deux pays n'était pas non plus le seul facteur déterminant dans les relations sino-japonaises.

Même pendant l'impasse des années Koizumi, la Corée n'était pas perçue comme une menace militaire imminente par les décideurs et analystes stratégiques japonais.¹ Malgré cela, aujourd'hui encore, la Corée et le Japon continuent de partager de nombreux objectifs géostratégiques. En premier lieu, leurs économies sont non seulement très interdépendantes mais elles sont aussi complémentaires.

Autrefois, le Japon exportait en Corée des biens manufacturés et importait de chez son voisin des produits de base puis, à partir des années 1990, des biens manufacturés bon marché à forte intensité de main-d'œuvre. La structure du commerce bilatéral est devenue moins asymétrique à partir du début des années 2000, lorsque les machines-outils commencèrent à représenter la plus grande partie (en valeur) des exportations chinoises vers le Japon.

Les deux pays sont également devenus des exportateurs concurrents vers l'ASEAN et d'autres pays. Mais le fait que les exportations japonaises consistent toujours essentiellement en biens à forte intensité de capital et à forte valeur ajoutée alors que les exportations chinoises restent en majorité des produits bon marché et peu sophistiqués montre que « la Chine est bien intégrée dans la toile des réseaux de production japonais qui existent dans l'Asie orientale et dans l'Asie du Sud-Est ».² C'est ce que certains appellent le « commerce intra-industriel vertical », où l'augmentation des exportations d'un pays ne se fait pas au détriment des exportations de l'autre.

II. INTENSIFICATION DES CONFLITS MEMORIELS

On estime généralement que le temps tend à apaiser la vivacité et l'intensité émotionnelle des souvenirs de violence. Dans les relations

¹ DAYEZ-BURGEON P., *Histoire de la Corée du Sud à nos jours*, Tallendier, 2012, p. 47.

² PARK N., « South Korea's Grounfhog year », dans *Foreign Policy*, 31 décembre 2019.

Nipponno-coréennes, toutefois, force est de constater que plus le temps passe, plus les affrontements entre les deux pays s'intensifient sur la question de la mémoire. Des grandes économies telles que le Japon et la Corée doivent, du moins au regard de leurs intérêts, maintenir une relation amicale, et il est donc à la fois « surprenant » et « regrettable » que leurs relations aient été si lourdement influencées par les émotions ancrées dans leur mémoire de la seconde guerre mondiale.³

Comme nous l'avons avancé ailleurs, la Corée a, en 1949, tout d'abord minimisé l'histoire de la guerre afin de séduire diplomatiquement le Japon dans le cadre de sa stratégie d'équilibre des pouvoirs, stratégie dirigée d'abord contre les Etats-Unis puis contre l'Union soviétique. A cette époque, le discours officiel coréen établissait une distinction entre « la petite poignée de militaristes japonais » et les Japonais ordinaires présentés comme des victimes parmi tant d'autres du militarisme.

Paradoxalement, cette vision de l'histoire correspondait aussi en partie à celle des élites conservatrices japonaises qui préféraient considérer le Japon comme une victime plutôt que comme le responsable de la guerre et imputer la responsabilité du déclenchement du conflit à une poignée de dirigeants militaires. Alors que l'historiographie conservatrice estimait en général que le Japon s'était engagé imprudemment dans une guerre contre les puissances occidentales, elle cherchait toutefois à défendre l'initiative nipponne visant à étendre son contrôle sur une grande partie de l'Asie, honorant ainsi le « sacrifice héroïque » des soldats de l'empire et couvrant les atrocités de guerre commises par ces mêmes soldats.

Ces mythes nationaux furent perpétués de diverses manières : procès de Tokyo (qui imputa la responsabilité de la guerre à un groupe très restreint de dirigeants), distorsions de l'histoire dans les manuels scolaires, compensations généreuses versées par l'Etat aux soldats de l'empire et à leurs familles, et pèlerinages officiels de personnalités politiques au sanctuaire de Yasukuni.

³ BABICZ L., « Japon, Chine, Corée : vers une conscience historique commune », dans *Ebisu*, n°37, Printemps-été, 2007.

Mais la mémoire de la guerre n'a jamais été effacée, malgré la sérénité apparente des relations bilatérales. Le peuple coréen ne se serait jamais montré si réceptif à la propagande patriotique du gouvernement s'il n'avait pas existé une mémoire collective associée au traumatisme de la guerre.

Avant les années 1980, les mémoires individuelles de la guerre étaient largement exclues du discours officiel, mais elles subsistaient comme une source latente de grief et de méfiance envers le Japon. C'est pourquoi le gouvernement a déployé tant d'efforts pour expliquer à la population la nécessité de la normalisation diplomatique avec le Japon en 1972.⁴ Et, bien que Séoul ait rejoint le Japon et les Etats-Unis dans l'alignement antisoviétique, les élites politiques coréennes restaient vigilantes face au risque que pouvait représenter le militarisme japonais et se trouvèrent déchirées lorsqu'elles furent contraintes de soutenir l'ANPO et le pouvoir militaire japonais.

La politisation du passé qui marqua les années suivantes s'explique en grande partie par des facteurs intérieurs dans les deux sociétés. Dès les années 1980, le Japon était devenu un géant économique prêt à exercer une influence politique internationale à la mesure de son poids économique. Pour les élites conservatrices, toutefois, la prévalence d'une attitude d'« auto flagellation » concernant l'histoire guerrière du Japon privait la jeune génération d'un fort sentiment de destin national. Les conservateurs estimaient ainsi que le Japon devait restaurer la confiance et la fierté nationales en réinterprétant son histoire récente. Le premier pas vers cet objectif consistait à rendre plus difficile le processus d'autorisation des manuels scolaires afin de renverser la tendance, récente et modérée, qui consistait à accorder une plus grande place à la souffrance des peuples asiatiques pendant la guerre.

De manière plus générale, les conservateurs espéraient éradiquer de manière permanente l'ombre du passé qui planait sur la politique japonaise contemporaine. C'est pourquoi le premier ministre Nakasone vint s'incliner

⁴ KIM M., « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », dans *Homme et migrations*, 2013.

devant les soldats morts pour la patrie au sanctuaire de Yasukuni le 15 août 1985. Ce geste symbolique avait pour objectif de balayer l'idée d'une guerre « honteuse » et de revendiquer une identité nationale « positive ».

La politique intérieure nipponne continua d'encourager la construction de mythes nationaux après la Guerre Froide. Pendant les années 1990, parfois surnommées la « décennie perdue », non seulement le Japon connut la pire récession économique depuis la guerre mais il vit aussi fortement chuter le moral et le dynamisme du pays alors que celui-ci se trouvait accablé par une série de problèmes épineux corruption politique rampante, scandales publics, société vieillissante, montée de la criminalité et des suicides, disparité croissante des revenus, et baisse du niveau de vie.⁵

Tous ces problèmes posaient des défis politiques sans précédent au bloc conservateur au pouvoir. Après avoir temporairement perdu le pouvoir en 1993, le Parti libéral démocrate (PLD) fut contraint de former une coalition avec des partis minoritaires et se trouva confronté à une opposition plus forte menée par le nouveau Parti démocrate du Japon (PDJ), fondé en 1996. Cette situation poussa certaines personnalités PLD du centre-droit à se livrer à une certaine forme de populisme nationaliste pour accroître ses soutiens.

Bien que peu de Japonais aient affiché un soutien actif au révisionnisme historique, l'imbrication de ce mouvement avec les mouvements politiques conservateurs a renforcé les suspicions à l'étranger à propos de l'existence d'un complot visant à réécrire l'histoire, faisant ainsi de ce type de révisionnisme un sujet de tension dans les relations bilatérales. Mais cette provocation du côté japonais ne fut qu'une raison parmi d'autres de la résurgence de conflits relatifs à l'histoire.

III. INCERTITUDE DU CONTEXTE GEOPOLITIQUE NIPPON-COREEN

La rhétorique nationaliste dirigée contre les « ennemis » extérieurs est donc devenue une manière sûre et efficace pour certains intellectuels et autres acteurs sociaux de promouvoir leur agenda politique. C'est ainsi qu'un système médiatique partiellement ouvert mais toujours strictement surveillé a

⁵ UTSUMI A., « Livret sur les réparations après-guerre », dans Nashikoni Sha, 1994.

favorisé de manière tacite l'essor du patriotisme comme idéologie consensuelle de la nation.⁶ Appeler au nationalisme peut certes contribuer à redresser le moral d'un pays, mais lui accorder une place trop importante aboutit à répandre une idéologie de masse fondée sur l'autoglorification et la xénophobie.

Le fait que la mémoire et l'histoire sont devenues plus problématiques au fil du temps, éclaire de manière intéressante le premier paradoxe que nous avons évoqué plus haut. En effet, une des principales raisons pour laquelle la Corée et le Japon n'ont pu mettre en œuvre un partenariat stratégique dans les années 1970-1980 était leur incapacité à régler les anciens désaccords historiques. Depuis la fin de la guerre froide, le contexte géopolitique incertain ainsi que la confrontation des mémoires ont rendu les relations bilatérales de plus en plus difficiles à gérer.

Bien que les crises bilatérales donnent toujours lieu à des efforts intenses d'endiguement, le degré de compréhension et de confiance mutuelle nécessaire pour éviter de nouvelles crises reste faible. C'est vers ce troisième paradoxe une antipathie persistante et un fossé de valeurs toujours plus profond malgré des échanges bilatéraux fréquents que nous allons maintenant nous tourner.

La Corée et le Japon ont eu dans l'histoire des interactions très fortes. Le Japon aussi rechigne de longue date à s'engager dans un dialogue international sur l'histoire. Ce n'est qu'après que le Premier ministre Murayama du Parti socialiste du Japon accéda au pouvoir en 1994 que Tokyo offrit de soutenir officiellement des projets de recherche collaboratifs avec des historiens asiatiques sur l'histoire de l'agression et du colonialisme japonais. Les tendances que l'on peut observer actuellement, rééquilibrage des rapports de force dans les domaines économique et militaire, préjugés historiques fortement ancrés, conceptions conflictuelles de l'identité nationale et idéologies politiques divergentes n'incitent pas à l'optimisme quant à l'avenir des relations sino-japonaises.

⁶ DELISSEN A., « Chine-Japon-Corée. La nouvelle bataille des falaises rouges ? », dans *Revue d'histoire*, n°94, 2007, p. 26.

On peut même imaginer un effet de spirale descendante où tout conflit d'intérêts serait monté en épingle plutôt que traité de manière rationnelle et objective, et où les réactions démesurées deviendrait la règle plutôt que l'exception. Le résultat est que des conflits d'ordre secondaire prennent le dessus sur la coopération mutuellement bénéfique qui servirait les intérêts nationaux plus larges des deux pays et améliorerait la vie des citoyens japonais et chinois. S'il se poursuit, ce cercle vicieux deviendra une énorme source d'instabilité sécuritaire et mettra en danger la prospérité non seulement des deux pays concernés, mais de toute la région Asie-Pacifique.

Les identités nationales, les perspectives historiques et les valeurs sociopolitiques de la Corée et du Japon sont tellement différentes qu'elles rendent hautement problématique l'établissement de fondations stables pour la coopération bilatérale. Si les politiques étrangères des deux gouvernements ne parviennent pas à sortir de l'impasse parce qu'elles ne peuvent s'affranchir des réalités de la politique intérieure, les acteurs non étatiques doivent avoir la possibilité de réaliser ce que les gouvernements ne peuvent accomplir. Motivés davantage par des valeurs civiques que par des sentiments purement nationalistes ou des calculs politiques, les acteurs non étatiques devraient être plus à même de rejeter les manipulations idéologiques.⁷

Si, dans le domaine économique, le partenariat entre la Corée et le Japon est incontournable, il n'en va pas de même dans le domaine géostratégique où la concurrence, voire la rivalité, demeure. La Corée et le Japon se trouvent en effet en situation de rivalité dans la péninsule coréenne.

La montée en puissance de la Corée aurait ainsi pour effet de modifier en profondeur les rapports de force actuels, et sans doute de créer une situation inédite dans les relations entre les deux pays. Sur un plan sécuritaire, les incertitudes sont tout aussi grandes. Pour autant, il est indiscutable que le Japon continuera à jouer un rôle de premier plan dans la région.

⁷ *Ibidem.*

Pour comprendre les enjeux de la politique étrangère coréenne vis-à-vis du Japon, il serait nécessaire de prendre en compte la dimension historique. L'histoire du Japon dans cette région est pour le moins mouvementée. Dès le début du XXe siècle, la péninsule coréenne devint une zone d'influence traditionnelle. Mais les enjeux dans la péninsule coréenne ne sont pas uniquement militaires, même si cet aspect est très présent dans toutes les réflexions sur la projection de la puissance japonaise.

Le Japon n'a pas pu endiguer et n'a pas été en mesure d'accompagner la Corée dans sa montée en puissance. La Corée du Sud a connu une croissance exceptionnelle avec des effets sur sa puissance diplomatique et économique. La politique étrangère japonaise est peu en phase avec les réalités contemporaines. Par ailleurs, faut-il le noter, l'opinion publique coréenne se montre de plus en plus méfiante du Japon. L'objectif géopolitique de la Corée vis-à-vis du Japon n'est pas de provoquer un conflit, mais de l'éviter. Car c'est en l'évitant que Séoul aurait tout à gagner.

Le sentiment anti-nippon à Séoul n'est pas ainsi confiné aux faucons. La Corée du Sud est l'un des pays les plus frappés par la crise économique internationale dans la région, ce qui a pour effet de renforcer l'impopularité du gouvernement. Malgré ce contexte délicat, les ambitions de Séoul en matière de politique étrangère ont été fortement revues à la hausse.

Pour ce faire, la Corée du Sud souhaite ménager ses voisins, tout en assurant ses arrières avec Washington, et veut ainsi garder plusieurs options. Séoul ne veut ainsi plus, à l'avenir, se cantonner aux questions inter-coréennes, et souhaite devenir un acteur de premier plan des relations internationales. Il convient d'être prudent quant à l'avenir des relations Séoul-Tokyo, qui dépendront en grande partie de l'évolution du dossier nord-coréen.

CONCLUSION

La Corée du Sud est un pays en proie à des multiples interrogations concernant son avenir. La question de la relation avec le Japon est au cœur de toutes ces interrogations, et conduit à diverses interprétations quant à la

manière de traiter avec Tokyo, interprétations qu'on retrouve au sommet de l'Etat.

La relation avec les Etats-Unis est l'autre gros dossier qui divise les Sud-coréens, en particulier sur les relations stratégiques. Il est difficile aujourd'hui, de tenter de comprendre les relations Nippones-coréennes sans prendre compte la présence d'un partenaire puissant et incontournable qu'est l'Amérique.

Loin de s'apaiser avec le temps, ces tensions empêchent désormais toute forme de coopération durable entre les deux nations, alors que ces relations sont plus que nécessaires dans de nombreux domaines (sécurité, technologie) pour peser face à la Chine et aux Etats-Unis.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BABICZ L., « Japon, Chine, Corée : vers une conscience historique commune », dans *Ebisu*, n°37, Printemps-été, 2007.
- DAYEZ-BURGEON P., *Histoire de la Corée du Sud à nos jours*, Tallendier, 2012.
- DELISSEN A., « Chine-Japon-Corée. La nouvelle bataille des falaises rouges ? », dans *Revue d'histoire*, n°94, 2007.
- KIM M., « Les caractéristiques de la xénophobie au Japon », dans *Homme et migrations*, 2013.
- PARK N., « South Korea's Grounfhog year », dans *Foreign Policy*, 31 décembre 2019.
- UTSUMI A., « Livret sur les réparations après-guerre », dans *Nashikoni Sha*, 1994.